

l'expérience montre clairement qu'il nous faut focaliser notre attention sur les incitations et l'assistance technique à offrir à ceux qui produisent effectivement les denrées. Ce qui suppose que les donateurs et les bénéficiaires doivent démêler les questions complexes touchant les politiques de fixation des prix, la propriété des terres, la disponibilité du crédit, et la dispense de programmes de formation aux femmes, aux jeunes, à tous ces maillons dans la chaîne qui s'étend depuis la plantation de la graine à la consommation du produit alimentaire. La sécurité alimentaire sera cruciale pour la survie de millions de personnes parmi les plus désavantagées. En 1980, d'après les estimations, quelque 500 millions d'êtres humains vivaient en deçà de la norme minimale de nutrition adéquate. Bien que dans plusieurs pays la production ait connu des signes encourageants, surtout en Asie, la situation demeure grave en Afrique, et tout particulièrement dans les pays les moins avancés où la production par habitant a chuté au cours des années 70. Une autosuffisance plus grande au niveau des denrées alimentaires essentielles est à la fois un impératif humanitaire et un préalable à la stabilité économique et sociale à l'échelle mondiale. Les pays industrialisés peuvent contribuer à la réalisation de cet objectif en donnant leur appui à un système commercial viable, en améliorant la sécurité alimentaire mondiale par le biais de programmes créateurs au titre de l'aide au développement et de l'aide alimentaire, et en adoptant des approches constructives dans le cadre du dialogue international sur les questions agricoles et alimentaires. Dans ses activités d'aide au développement au cours des années 80, le Canada accordera une très haute priorité au secteur agricole; c'est ainsi qu'il consacrerà une part plus grande de son aide agricole à aider les pays en développement à mieux pouvoir répondre à leurs propres besoins de denrées essentielles et d'eau potable. Nous encouragerons en outre une approche coordonnée du développement rural axée sur le secteur alimentaire. Nous espérons enfin que les pays les moins avancés accorderont une priorité tout aussi grande au secteur de l'agriculture, comme l'ont recommandé le secrétaire général Corea et la Banque mondiale.

Le soutien qu'accorde le Canada à une stratégie d'autarcie alimentaire repose sur la reconnaissance du fait qu'il n'est ni faisable ni souhaitable de satisfaire uniquement par la voie des importations de denrées et de l'aide alimentaire les besoins de la plupart des pays à faible revenu et à déficit alimentaire; la dépendance excessive de ces deux sources peut en effet constituer une entrave sérieuse au développement agricole. En tant que grand donateur d'aide alimentaire, le Canada orientera de plus en plus son aide bilatérale vers les plus sérieux